

Le rassemblement national veut la fin du service public postal, « une idée parmi d'autres » selon lui

Par l'intermédiaire de son élu à la commission des finances de l'assemblée nationale, interrogé par le journal l'Opinion, le RN livre ses intentions pour faire des économies sur le budget de l'état :

“ L'Etat verse 300 millions pour le service public postal. On peut très bien trouver un arrangement en reportant cela sur Amazon ”

Quelques heures après avoir rétro-pédalé sur l'abrogation de la réforme des retraites, c'est au tour du service public de connaître de quoi sera fait son avenir si l'extrême droite accède au pouvoir.

Dans les prochains mois, La Poste doit être désignée de nouveau par l'Etat comme l'opérateur du service universel postal. Or, rien n'est moins sûr si le RN arrive au pouvoir au sortir des législatives.

Les postiers et les citoyens savent à quoi s'attendre. Pourtant, les Français sont très attachés, à la campagne comme à la ville, à leur facteur, à leur bureau de poste, qui restent souvent le dernier lien social dans de nombreuses communes.

Par cette nouvelle sortie médiatique, le Rassemblement National confirme son imposture sociale. Il se prononce systématiquement pour les intérêts du capital.

Le service public n'est pas un coût, mais un investissement. L'Etat doit en être le garant pour l'ensemble de la population. La Poste est un symbole du service public. Elle est indispensable pour la démocratie, la cohésion sociale et territoriale. Par son histoire, ses missions d'intérêt général, elle occupe une place dans la vie économique et politique, sociale et culturelle des Français.

Les 300 millions d'euros en question servent actuellement à financer les 4 missions de service public essentielles déléguées à La Poste dans le cadre du service universel : Le service universel du courrier et du colis, le transport et la distribution de la presse, l'aménagement du territoire, l'accessibilité bancaire.

Ni statut quo, ni extrême droite ! La CGT FAPT se bat avec les postières et les postiers pour empêcher la fermeture d'un bureau de poste, pour garder une tournée de facteur, pour créer des emplois pour améliorer la réponse aux besoins des usagers.

La CGT FAPT propose une appropriation publique démocratique des activités postales comme des télécommunications au service du droit à la communication pour toutes et tous. Il est nécessaire de rompre fondamentalement avec les choix politiques actuels et ceux proposés par l'extrême droite.

Nous appelons l'ensemble des salariés de ce secteur à participer massivement aux différentes initiatives citoyennes, intersyndicales, dans toute la France ce week-end et à une convergence des luttes le 20 juin 2024

